



Communiqué de presse CGT Tarbes Industry du 22 mai 2021.

Le dirigeant Frank Supplisson veut empêcher la reprise de Tarbes Industry.

Les pouvoirs publics doivent intervenir fermement.

Les salariés ne se laisseront pas faire !

A l'initiative du Préfet des Hautes Pyrénées une table ronde s'est tenue le 21 mai sur l'avenir de Tarbes Industry réunissant pouvoirs publics, représentants des salariés et principaux élus du département.

Cette table ronde avait pour objet de présenter des offres de reprise du site industriel en difficulté et dont le dirigeant actuel Frank Supplisson n'est plus en mesure d'assumer la direction.

M. Supplisson qui a racheté le site pour 1 €, n'a effectué qu'un apport en capital ridicule de 2 000 € et aucun investissement sur le site depuis 17 mois. Depuis des mois le dirigeant, au carnet d'adresses institutionnel bien rempli en sa qualité d'ancien chef de cabinet du Ministre de l'Industrie Eric Besson, n'a rien tenu de ce qu'il promettait.

Pire, l'usine s'est retrouvée à l'arrêt pendant un mois du fait du manque cruel d'investissements.

Rappelons en outre que M. Supplisson est appelé devant le tribunal le 7 juillet 2021 pour prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics présumés. A cela s'ajoutent des mises en examen et un contrôle judiciaire pour « **escroquerie au jugement en bande organisée** », « **blanchiment en bande organisée de fraude fiscale aggravée** », « **abus de biens sociaux** » « **faux et usage de faux en écriture privée** » dans le cadre d'une enquête judiciaire sur l'opération de rachat du groupe Ascométal en 2014.

Lors de la table ronde préfectorale une offre de reprise a été présentée.

Celle-ci se caractérise par un apport en capital immédiat de 2 millions d'euros, des investissements à hauteur de 9,6 millions d'euros sur 4 ans, un programme de diversification de la production, la création d'un bureau d'études, des embauches progressives.

Les acteurs présents à la table ronde : Ministère de l'économie, commissaire du gouvernement nommé par la Ministre des armées, députés, président de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, représentants des salariés.... ont tous, sans exception, souligné la qualité du projet et les perspectives d'avenir qu'il ouvrait.

Jamais ce site, depuis le départ de Vallourec, n'avait entrevu de telles perspectives.

Les repreneurs invités également à la table ronde ont confirmé en séance leur intention de signer et d'officialiser la reprise le 21 mai.

C'était sans compter sans une énième manœuvre de Frank Supplisson qui a exigé (après l'avoir refusé il y a 1 mois) la réalisation d'une situation comptable provisoire certifiée par un commissaire aux comptes.

De fait M. Supplisson se livre à un véritable chantage, sans doute dans l'espoir de « **sauver sa peau** », peut-être même n'a-t-il pas perdu de vue l'idée de réaliser une opération immobilière et financière tout en liquidant l'entreprise.

Un chantage immonde sur le dos des 25 salariés de l'entreprise et de l'avenir du site.

Une fois de plus il rie au nez des pouvoirs publics et des ministères qui l'ont accompagné dans la reprise du site (Ministère des Armées et Ministère de l'Economie).

Les salariés ne peuvent accepter ce mépris, ils savent qu'une solution d'avenir est à portée de main.

Ils ne comprendraient pas que les pouvoirs publics acceptent que ce patron affairiste condamne le site de Tarbes Industry à devenir une énième friche industrielle dans le département.

Les salariés de l'entreprise n'ont cessé d'alerter l'ensemble des pouvoirs publics depuis des mois sur les manœuvres de Frank Supplisson et les risques qu'il faisait courir au site.

Florence Parly et Bruno Le Maire ne peuvent rester inactifs, ils doivent intervenir fermement et contraindre M. Supplisson.

Il en va de l'avenir de notre entreprise qui contribue à la souveraineté de notre pays, de nos emplois, de notre avenir et de celui de nos familles.

Les salariés ne se résignent pas. La reprise du site est possible et doit se concrétiser !

LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT AGIR AVEC LA PLUS GRANDE FERMETÉ.

LES SALAIRES SE REUNIRONT EN ASSEMBLEE GENERALE ET UTILISERONT TOUS LES MOYENS POUR SE FAIRE ENTENDRE !